L.119/1

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

LE CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale

le 29 décembre 1948

d'une demande d'avis urgente

sur un projet d'arrêté du Régent portant modification de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, concernant l'organisation de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, modifié par les arrêtés du Régent des 11 juin 1945, 11 décembre 1945, 16 février 1946 et 28 mars 1947

a donné en sa séance du

3 janvier 1949

l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 29 December 1948

door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg

verzocht, hem

van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent houdende de wijziging van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 betreffende de organisatie van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 11 Juni 1945, 11 December 1945, 16 Februari 1946 en 28 Maart 1947

heeft ter zitting van

3 Januari 1949

het volgend advies uitgebracht

L 119/1

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

CONSIDERATIONS GENERALES

L'arrêté apporte deux changements particulièrement importants à l'organisation actuelle de l'assurance obligatoire maladie-invalidité.

1° - Les organismes assureurs ne recevront plus du Fonds national d'assurance maladie-invalidité le montant des cotisations calculées d'après le nombre de leurs affiliés et le taux de leurs cotisations; ils "recevront désormais des cotisations fixées selon les risques que représentent leurs affiliés" (voir page 3 du rapport au Régent).

2° - Si les ressources mises à la disposition des organismes assureurs ne suffisent pas, ceux-ci devront percevoir à charge de leurs assurés des cotisations suffisantes pour rétablir leur équilibre financier (page 3 du rapport).

*

* *

OBSERVATIONS GENERALES -

1 - Pour mettre en évidence la question de légalité qui se pose en cette double occurrence, il convient de rappeler le système adopté par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, dont le présent arrêté est l'exécution. Il a imposé le paiement de cotisations aux employeurs et aux travailleurs en vue de permettre diverses mesures de sécurité sociale en faveur de ces derniers et notamment en vue d'établir un régime d'assurance obligatoire en cas de maladie et d'invalidité; un Office de sécurité sociale a été chargé de recueillir ces cotisations et de les répartir (article 1). Le montant en est fixé par l'article 3 : c'est un pourcentage déterminé d'après la rémunération du travailleur.

Le Roi n'a sous ce rapport que les pouvoirs que lui attribuent les deux alinéas du même article; le dernier alinéa, introduit par l'arrêté-loi du 6 septembre 1946, lui permet de modifier une seule des modalités accessoires de calcul.

L'article 4 répartit le produit des cotisations entre diverses organisations de sécurité sociale et en affecte 6 p.c., quand il s'agit des ouvriers, 5 p.c., quand il s'agit des employés au Fonds national d'assurance maladie-invalidité.

La formule de répartition établie par l'article 4 peut être modifiée par arrêté royal "dans les conditions fixées à l'article 9" : c'est la répartition entre les divers organismes de sécurité sociale qui peut être modifiée. Le Roi peut également créer de nouvelles catégories de travailleurs pour lesquelles les cotisations générales de base sont comptabilisées séparément (avant-dernier alinéa de l'article 9 et 6° de l'article 2).

L'arrêté-loi ne confère donc pas au Roi un pouvoir sur le montant de la cotisation elle-même.

Un Fonds national d'assurance maladie-invalidité a l'administration de l'assurance obligatoire en cas de maladie et d'invalidité, mais les assurés ont la faculté de se procurer les bénéfices de l'assurance en adhérant à des mutualités agréées et ce n'est qu'à défaut de cette adhésion qu'intervient un organisme assureur officiel : l'Office régional.

Les mutualités ne sont agréées que si elles sont affiliées à une Union nationale de fédérations de mutualités reconnues. Le quatrième alinéa de l'article 6 charge le Roi de fixer les conditions qui seront imposées aux dites fédérations et il le charge également d'établir la constitution et le fonctionnement des Offices régionaux et du Fonds national d'assurance maladie-invalidité.

Il s'agit de trouver dans ces dispositions de l'arrêté-loi les deux mesures envisagées.

lère mesure :

En modifiant la répartition des cotisations entre les organismes assureurs, le projet d'arrêté ne modifie pas le montant de la cotisation payée par l'assuré ni celle payée en faveur de celui-ci par son employeur. Cette cotisation reviendra au Fonds national d'assurance maladie-invalidité, qui la répartira : ce sont les règles de cette répartition qui sont changées.

On peut dire qu'en décidant que cette répartition se fera suivant les risques que supporte l'organisme assureur du fait de ses affiliés, le présent arrêté impose une des conditions prévues à l'alinéa 4 de l'article 6, qu'il s'agisse des mutualités soumises à l'agréation ou des offices régionaux dont le Roi est chargé de fixer la constitution et le fonctionnement.

Mais la règle que le rapport au Régent formule n'est pas explicitement reprise par l'article 5 bis du projet d'arrêté. Le texte proposé énonce simplement des élément d'appréciation dont tiendra compte, "selon le cas", une commission technique, pour faire des propositions de répartition au Ministre. De cette façon, le pouvoir donné au Roi d'établir des conditions semble simplement délégué au Ministre et non seulement sur des mesures de simple exécution mais sur le fond même d'une condition très importante.

Il serait plus sûr d'énoncer à l'article 5 bis la règle exprimée dans le rapport au Régent et dont l'omission dans cet article n'est probablement pas intentionnelle. Le Conseil d'Etat propose de compléter comme suit l'article 5 bis : "... des cotisations déterminées d'après les risques que représentent les affiliés. Il sera tenu compte, selon le cas, de leurs rémunérations ... etc ".

Pour les mêmes raisons il serait préférable de confier au Roi la nomination des membres de la Commission technique.

2e mesure :

Les organismes assureurs devront établir, à charge des assurés maladie-invalidité, une cotisation

L 1191

supplémentaire pour rétablir leur équilibre financier si les ressources mises à leur disposition par le Fonds National sont insuffisantes (page 3 du rapport au Régent).

Il faudrait une loi pour imposer la règle ainsi formulée à l'égard de tous les assurés indistinctement.

En effet, nous avons vu que c'est l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 qui a établi les cotisations payées par le travailleur et par l'employeur au profit de ses travailleurs, en contre-partie desquelles ceux-ci ont droit notamment au bénéfice de l'assurance maladie-invalidité.

Pour rester dans les limites de la loi, il faut qu'il soit toujours possible aux assurés de se procurer les bénéfices de l'assurance obligatoire maladie-invalidité sans être contraints de verser une cotisation supplémentaire à celle qu'impose l'arrêté-loi.

Ce point acquis, le gouvernement peut imposer à tout organisme assureur l'obligation d'avoir une réserve d'au moins 20 francs par membre assujetti à l'assurance obligatoire maladie-invalidité et imposer au même organisme assureur l'obligation, si cette réserve est entamée, de rétablir son équilibre financier par la perception d'une cotisation supplémentaire.

Pour les offices régionaux, ce sera une règle de leur constitution et de leur fonctionnement, pour les mutualités, ce sera une des conditions de leur agréation.

Toutefois, la perception d'une cotisation supplémentaire ne pourra être qu'exceptionnelle. L'arrêté du Régent ne peut autoriser le Fonds national à majorer indirectement et d'une manière générale les cotisations ouvrières dont le taux est fixé par l'arrêté-loi.

II - Dans les articles 10, 42 et 43 le projet fait allusion à des sanctions administratives qui pourraient être infligées tant aux assurés qu'aux organismes assureurs, ainsi qu'à des commissions juridictionnelles qui pourraient avoir à statuer sur ces sanctions. La disposition qui se borne à annoncer une intention de l'exécutif

est dépourvue de force éxécutoire et peut donc être supprimée sans inconvénient juridique dans l'arrêté: il suffit de l'annoncer dans le rapport au Régent.

L'article 43 du projet est non seulement superflu, mais il apparaît contradictoire en ses termes. Il parle de commissions juridictionnelles instituées sans préjudice du droit de recourir aux tribunaux civils. Si les organismes assureurs et les assurés ont un droit de recours aux tribunaux civils, il s'agit de droits civils et les tribunaux ne pourraient être dessaisis de ces litiges. Si par contre, il s'agit exclusivement d'intérêts administratifs, il n'y a pas lieu de faire allusion en outre, à un recours aux tribunaux, L'adjectif "juridictionnel" est étranger à la terminologie du droit constitutionnel belge et le texte néerlandais rend encore plus imprécise la portée du projet sur ce point. Il parle en effet de "rechtscommissies", terme qui ne correspond à aucune notion juridique précise.

Un des résultats de la modification à l'article 97 est de supprimer le recours qui était ouvert à l'assuré devant la délégation permanente du Comité national d'administration.

Il serait opportun, en attendant la création des commissions prévues de maintenir la possibilité d'un recours et de désigner l'autorité appelée à statuer sur les recours introduits et sur ceux qui viendraient à s'ouvrir.

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1 -

Pour des raisons générales de concordance, le Conseil d'Etat propose la suppression de cet article.

Article 2 -

L'article 6 de l'arrêté-loi garantit aux travailleurs la liberté de se procurer les bénéfices de l'assurance maladie-invalidité en adhérant à une mutualité de leur choix et ce n'est qu'à défaut de ce choix qu'ils sont affiliés à un office régional d'assurance maladie-invalidité. Cet article n'interdit pas d'établir des règles de procédure dans l'exercice de ce choix, règles comportant en même temps certains délais.

L'article 2 du projet ne fait pas autre chose, mais il est rédigé sous la forme d'une interdiction.

Le Conseil d'Etat propose la disposition suivante :

"Le travailleur étranger se fixant dans le pays est affi-
"lié provisoirement pendant 3 mois à l'office régional du
"ressort de sa résidence. Après ce délai, il fait librement
"choix d'un organisme assureur. "

Article 11 -

Le Conseil d'Etat maintient dans le texte néerlandais de l'article 11 du projet les termes "de meest vertegenwoordigende organisaties", parce qu'ils figurent à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944. Il serait néanmoins désirable qu'à l'avenir l'expression "les plus représentatives" soit rendue dans toutes les lois de manière uniforme. Le traité de Versailles approuvé par la loi du 15 septembre 1919 porte "die het best vertegenwoordigen"; la convention de Montréal approuvée par la loi du 30 décembre 1947 "die het meest vertegenwoordigen"; la loi du 28 juillet 1948 sur la Banque Nationale "de meest vooraanstaande"; la loi du 21 août 1948 sur la S.N.C.I. "de meest representatieve".

Article 23 -

Le nouveau texte proposé modifie l'ancien article 45 en confiant le soin de faire les propositions de nominations au comité national d'administration et non plus à la délégation permanente de ce comité.

Il substitue de plus au mot "sur" : "Sur la proposition du ... " le mot : "après" ("na voordracht van" dans le texte néerlandais).

Si cette modification a pour but de confier au Ministre le choix du personnel, il serait préférable de dire : "après consultation du comité national d'administration".

*

* *

Les autres modifications proposées par le Conseil d'Etat sont justifiées par un désir général de concordance et de clarté.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Arrêté du Régent portant modification de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, concernant l'organisation de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, modifié par les arrêtés du Régent des 11 juin et 11 décembre 1945, 16 février 1946 et 28 mars 1947.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs et, en particulier, l'article 6;

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, ainsi que l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés;

Vu l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, concernant l'organisation de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, modifié par les arrêtés du Régent des 11 juin et 11 décembre 1945, 16 février 1946 et 28 mars 1947;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1 - L'article 2 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est complété par la disposition suivante :
Le travailleur étranger se fixant dans le pays est affilié provisoirement pendant 3 mois à l'office régional du ressort de sa résidence. Après ce délai, il fait librement choix d'un organisme assureur.

Article 2 - L'article 3 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est complété par la disposition suivante :

" Lorsque sa réserve de gestion dépasse les 20 p.c. de la moyenne annuelle des recettes des trois dernières années, tout organisme assureur peut, à partir du 1er janvier 1951, accorder à ses membres assujettis à l'assurance obligatoire des prestations supérieures à celles qui sont prévues par le présent arrêté. "

Article 3 - L'article 5 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Art. 5 - L'employeur remet au travailleur, à la dernière paie de chaque mois ou en cas de licenciement ou de départ volontaire du travailleur, au moment du règlement final, un document intitulé "bon de cotisation à l'assurance maladie-invalidité."

Ce bon porte mention de la rémunération sur laquelle a été opérée la retenue. Il est remis par le travailleur à l'organisme assureur de son choix.

Les bons de cotisation sont présentés au Fonds national d'assurance maladie-invalidité, accompagnés d'un bordereau récapitulatif. "

Article 4 - Il est inséré dans l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 un article libellé comme suit :

" Article 5bis - Le Fonds national d'assurance maladie-invalidité verse aux organismes assureurs pour les travailleurs assurés et pour la période inscrite sur leurs bons de cotisation, de même que pour les bénéficiaires, soit d'indemnités, soit d'indemnités et des soins de santé des cotisations déterminées d'après les risques que représentent les affiliés. Il sera tenu compte, selon le cas de leur rémunération, de leur âge et de leur sexe, de la composition de leur famille et de l'âge des ayants droit, du secteur professionnel auquel ils appartiennent

L 1909

ainsi que de la catégorie à laquelle appartient la commune de leur résidence.

Pour les bénéficiaires des ... .
... à leurs besoins de trésorerie. (sans modificatu

Article 5 - L'article 7 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 remplacé par l'arrêté du Régent du 16 février 1946 et modifié par l'arrêté du Régent du 28 mars 1947 est abrogé.

Article 6 - Le premier et le dernier alinéa de l'article 8 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, remplacé par l'arrêté du Régent du 11 juin 1945, sont remplacés par la disposition suivante :

" Pour parer au défaut de cotisations des chômeurs involontaires, l'Etat alloue trimestriellement une subvention spéciale dont le montant est déterminé en multipliant par le nombre de journées de chômage subies par ces assurés au cours du trimestre précédent, une somme de 5.75 fr. pour les assurés sous contrat de travail autres que les ouvriers mineurs, de 4.80 fr. pour les assurés sous contrat d'emploi et de 3.75 fr. pour les ouvriers mineurs.
La subvention spéciale visée au présent article est liquidée pour l'ensemble des organismes assureurs au Fonds national d'assurance maladie-invalidité, qui est chargé d'en assurer la répartition entre les dits organismes. "

Article 7 - Il est inséré dans l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 un article libellé comme suit :

"Article 8bis - Lorsque le déficit d'un organisme assureur en ramène la réserve à un montant inférieur à celui qui est fixé à l'article 4 du présent arrêté, cet organisme est tenu de réclamer à ses assurés une cotisation supplémentair destinée à rétabli l'équilibre financier.

L'organisme assure détermine ... ...
... et de la Prévoyance sociale. " (sans modification)

Article 8 - L'article 27 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Le Fonds national d'assurance maladie-invalidité reçoit :

1) les parts du produit des cotisations des employeurs et des travailleurs qui lui sont attribuées par l'office national de sécurité sociale et le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs;
2) les subventions allouées par l'Etat aux organismes assureurs pour leurs services d'assurance obligatoire;
3) toute autre subvention et les dons ou legs acceptés par son Comité national d'administration;
4) toutes ressources accessoires qui peuvent découler de l'application des règlements;

Le fonds national est chargé :

1) de répartir entre les organismes assureurs, les sommes qui leur reviennent en vertu des articles 5bis et 8 du présent arrêté;
2) de liquider les subventions allouées par l'Etat aux organismes assureurs pour leurs services d'assurance obligatoire;
3) de payer à partir du 1er janvier 1949, les indemnités d'invalidité dues aux travailleurs anciens mutualistes visés à l'article 6 de l'arrêté du Régent du 29 décemb 1944 règlant les modalités de l'assurance en cas de maladie ou d'invalidité pendant la période transitoire du 1er janvier 1945 au 31 mars 1945 inclus;
4) d'affecter pour l'exercice 1948, ses réserves à couvrir les déficits des organismes assureurs résultant de l'assurance des ouvriers et des employés.

Article 9 - Il est inséré dans l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 un article libellé comme suit :

L 119/9

" Article 28bis - Le Fonds national d'assurance maladie-invalidité est chargé également de procéder au contrôle des prestations accordées aux assurés ainsi qu'aux membres de leur famille.

Ce contrôle s'effectuera par l'intermédiaire de Centres provinciaux de contrôle dont l'organisation sera déterminée par arrêté ministériel.

Les infractions à la réglementation constatées par les Centres provinciaux de contrôle sont signalées mensuellement au Fonds national.

Lorsqu'un organisme assureur n'a pas pris les mesures nécessaires pour recouvrer les prestations allouées indûment à un assuré et aux membres de sa famille, le montant de ces prestations est déduit par le Fonds national d'assurance maladie-invalidité du total des sommes destinées à cet organisme assureur.

Le Comité national d'administration établit les règles selon lesquelles il y a lieu de considérer que l'organisme assureur a satisfait à cette condition.

Le Fonds national notifie la décision intervenue à l'organisme assureur intéressé, lequel peut, en cas de désaccord, porter le litige devant des commissions qui seront instituées par un arrêté ultérieur. "

Article 10 - L'article 29 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 complété par l'arrêté du Régent du 28 mars 1947, est remplacé par la disposition suivante :

" Article 29 - Le Fonds national d'assurance maladie-invalidité est administré par un Comité national d'administration composé :

1) de neuf ... ... à attribuer; (sans mo-
2) de neuf ... ... à attribuer; (dificatio
3) d'autant de membres effectifs et d'autant de membres suppléants qu'il y a d'unions nationales de fédérations de mutualités reconnues, agréées. Ils sont choisis sur une liste triple de candidats présentés par chacune de ces Unions nationales.
4) de trois ... ... fait partie.
(sans modification).

Article 11 - Le troisième alinéa de l'article 30 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Le premier renouvellement aura lieu le 1er janvier 1952 et les membres sortants seront désignés par tirage au sort. Le mandat des membres sortants peut être renouvelé

Article 12 - L'article 31 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 complété par l'arrêté du Régent du 28 mars 1947, est remplacé par la disposition suivante :

" Article 31 - Le Comité ... ...dont il fait partie. " (sans modification)

Article 13 - L'article 32 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 32 - Tant au Comité national d'administration qu'à la délégation permanente consultative, les suppléants ne siègent qu'en cas d'absence du titulaire qu'ils suppléent."

Article 14 - L'article 34 A de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, remplacé par l'arrêté du Régent du 11 juin 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" A. Un conseil médical de l'assurance maladie-invalidité, composé :

1) de quatre professeurs d'Université, docteurs en médecine appartenant à chacune des facultés du pays
2) de deux représentants du Conseil supérieur de l'Ordre des médecins;
3) de deux docteurs en médecine désignés par le Ministre de la Santé publique, dont un assume la présidence;
4) de deux ... sociale; (sans modification)
5) de deux ... sociale; (sans modification)
6) d'un ... ... belges; (sans modification)
7) du directeur... ...invalidité (sans modification)
8) d'un fonctionnaire désigné par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et qui assume les fonctions de secrétaire et n'a pas voix délibérativ

Article 15 - L'article 35 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, remplacé par l'arrêté du Régent du 11 juin 1945 et modifié par l'arrêté du Régent du 28 mars 1947 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 35 - Chaque conseil technique est présidé par le représentant du Ministre de la Santé publique.
Le président n'a pas voix délibérative.
Le président et les membres des conseils techniques sont nommés par le Roi pour un terme de six ans et soumis aux conditions de renouvellement prévues à l'article 30 du présent arrêté pour les membres du Comité national d'administration.
Chaque conseil se réunit sur convocation de son président, chaque fois que ce dernier le juge nécessaire ou à la demande du Comité national d'administration ou à la demande d'au moins trois membres du conseil. "

Article 16 - Le titre I, chapitre II, section IV, de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par l'intitulé et les dispositions suivantes :

" Section IV Compétence du Comité national d'administration et de la Délégation permanente consultative.
Article 37 - Le comité ... ...agréées. (sans modification).
Il élabore les règlements qu'il appartient au Fonds national d'édicter et veille à leur exécution.
Ces règlements viseront notamment :
1) les ... (
2) les ...)
3) la ... (sans modification.
4) les ...)
5) les ... (

Le Comité national d'administration est chargé :

" 1) de faire des propositions au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale tant en ce qui concerne le cadre du personnel du Fonds national d'assurance maladie-invalidité que les nominations à faire dans ce cadre;

2) de proposer au même Ministre, les promotions, licenciements des membres du personnel ainsi que les sanctions à leur appliquer;

3) d'établir le budget des frais d'administration du Fonds national d'assurance maladie-invalidité.

" Article 38 - La délégation ... ... d'administration (sans modification)

Article 17 - L'article 39 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Le Conseil médical, organisme d'études et de coordination, examine toutes les questions qui lui sont soumises par le Comité national d'administration ou par sa délégation permanente consultative.

Il peut ... ... son avis (sans modification).

Article 18 - L'article 41 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Les commissaires du gouvernement n'ont pas le droit de vote.

Chaque Commissaire du gouvernement a le pouvoir de suspendre l'exécution des décisions du Comité national d'administration lorsqu'il les estime contraires soit aux dispositions des lois ou arrêtés en vigueur, soit à l'intérêt général. Le cas échéant il en informe immédiatement le Ministre qu'il représente.

Si le Ministre n'a pas confirmé la suspension dans un délai de 10 jours, la décision contestée peut recevoir exécution.

Lorsque les ministres intéressés saisissent le Conseil des Ministres de la question litigieuse, avis en est donné au Comité national d'administration dans le délai prévu à l'alinéa précédent.

" Dans ce cas la décision contestée peut recevoir exécution si la suspension n'est pas confirmée dans les trente jours.

Article 19 - L'article 43 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 43 - Le personnel du Fonds national d'assurance maladie-invalidité est dirigé par un administrateur général nommé par le Roi. L'administrateur général est chargé de l'exécution des décisions du Comité national d'administration.

Ces fonctions sont incompatibles avec celles de membre du Comité national d'administration.

Il assiste aux séances du Comité national d'administration et de sa délégation permanente consultative. Il assure le secrétariat de l'un et de l'autre. En cas d'absence ou d'empêchement temporaire, il est remplacé dans ses fonctions par un autre membre du personnel désigné à cet effet par le Comité national d'administration. "

Article 20 - Le dernier ... ... national d'administration. (sans modification).

Article 21 - L'article 45 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 45 - Les autres membres du personnel sont nommés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale après consultation du Comité national d'administration.

Le personnel peut aussi comprendre des agents de l'Etat détachés par le Ministre intéressé. Ces agents prennent rang dans le cadre du personnel du Fonds national d'assurance maladie-invalidité jusqu'au jour de leur retour à leur administration d'origine où ils conservent leur ancienneté, leurs titres à l'avancement ainsi que leurs droits à une pension de retraite à charge de l'Etat.

Article 22 - L'article 46 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est abrogé.

Article 23 - L'article 49 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 49 - Le budget ... ... national d'administration," (sans modification) .

Article 24 - L'article 51 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 51 - Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale fixe le montant des indemnités ou jetons de présence à allouer aux membres du Comité national d'administration et de la délégation permanente consultative, aux commissaires du gouvernement ainsi qu'aux membres et secrétaires des conseils techniques".

Article 25 - Le deuxième alinéa de l'article 54 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, modifié par l'arrêté du Régent du 28 mars 1947, est remplacé par la disposition suivante :

" Les mesures utiles analogues sont prises en ce qui concerne le cancer et les maladies mentales. Pour ces dernières, les conditions dans lesquelles les soins de santé sont dispensés, sont fixées par voie de règlement; toutefois, l'assuré colloqué est exclu du bénéfice des soins de santé à charge de l'assurance".

Article 26 - L'article 58 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, modifié par les arrêtés du Régent des 11 décembre 1945, 1er février 1946 et 28 mars 1947, est remplacé par la disposition suivante :

" Article 58 - Compte tenu des dispositions prévues aux articles 86bis et 86ter, du présent arrêté, les soins de santé sont dus à l'assuré ainsi qu'aux membres de sa

" famille, telle qu'elle est déterminée par voie de règlement, pour autant que l'assuré remplisse une des conditions suivantes :

1) avoir remis à un organisme assureur pendant le trimestre ... (sans
2) se trouver ...) modi-
3) se trouver ... (fica-
4) se trouver ...) tion.
5) se trouver ... ...règlement. (

Article 27 - L'article 68 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, remplacé par l'arrêté du Régent du 28 mars 1947, est remplacé par la disposition suivante :

" Article 68 - L'organisme assureur paie à l'assuré en état d'incapicité de travail telle qu'elle est définie à l'article 80 du présent arrêté une indemnité égale à 60 p.c. de la rémunération perdue.

Celle-ci est payée pour chaque jour ouvrable, à l'exception des jours qui donnent lieu à une rémunération pour vacances annuelles, jusqu'à concurrence de cent cinquante jours et jusqu'à l'âge légal normal de la mise à la pension de vieillesse si l'assuré atteint cet âge avant le cent cinquantième jour.

Cette indemnité dite "indemnité d'incapacité primaire" est payée au moins une fois par mois.

Toute nouvelle ... ...donne lieu au paiement de la nération. (sans modification)

Cette indemnité est due, à partir du premier jour qui suit celui de la cessation du paiement de la rémunération par l'employeur, si l'incapicité de travail a été portée à la connaissance de l'organisme assureur depuis trois jours ouvrables au moins.

En cas de retard dans l'envoi de l'avis de l'incapacit de travail à l'organisme assureur, les jours de retard ne donnent pas lieu à indemnité.

L 7197/1

" L'indemnité ... ... et concordantes. (sans modification)
L'indemnité d'incapicité primaire ne peut être cumulée avec la majoration de rente de vieillesse sans enquête sur les ressources ou le complément de pension de vieillesse sauf dans certains cas particuliers à déterminer par le ministre compétent. "

Article 28 - L'article 70 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, remplacé par l'arrêté du Régent du 28 mars 1947, est remplacé par la disposition suivante :
" Article 70 - Après le septante cinquième .....
... dans l'intérêt commun de l'assuré et de l'assurance." (sans modification).
Sur cet avis, un médecin désigné par le Comité national d'administration peut :
a) inviter le médecin conseil de l'organisme assureur à se mettre conjointement avec lui, en rapport avec le médecin traitant, afin d'envisager le traitement qui assurera ou hâtera la guérison du bénéficiaire ou tout au moins, pour lui faire recouvrer la plus grande part possible de sa capacité de travail; le médecin désigné par le comité national d'administration et le médecin conseil peuvent, dans le même but, susciter entre le médecin traitant et un médecin ayant autorité en la matière, une consultation à laquelle ils prennent part. Ils peuvent enfin, d'accord avec le médecin traitant et le bénéficiaire, mettre celui-ci en observation dans un établissement qualifié.
b) décider ... ;... administration. (sans modificatio

Article 29 - L'article 71 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, est remplacé par la disposition suivante :
" Article 71 - Lorsque l'incapacité se prolonge au delà de la période prévue à l'article 68, alinéa premier du présent arrêté, ...pour le mois précédent. (sans modification)

" Lorsqu'il s'agit d'un ouvrier mineur qui a droit, à l'expiration de la période d'incapacité primaire , telle qu'elle est prévue par l'article 68 du présent arrêté, à une ... ... à la pension ". (sans modification).

Article 30 - L'article 74 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, est remplacé par la disposition suivante :

" Article 74 - Lorsqu'un .... ouvrables, une somme égale à 85 p.c. de la rémunération journalière de l'intéressé. (sans modification).
Si cet assuré jouit, ... sécurité sociale . (sans modification).
Les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas applicables, lorsque l'incapacité de travail ne trouve pas son origine dans la réduction de capacité ayant donné lieu à le pension d'invalidité. "

Article 31 - L'article 77 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, remplacé par l'arrêté du Régent du 28 mars 1947, est remplacé par la disposition suivante :

" La rémunération prise ... ... à titre de rémunération. (sans modification)
Les avantages en nature sont évalués conformément aux barèmes fixés pour les retenues sur la rémunération en nature, à titre de cotisation à l'Office national de sécurité sociale".

Article 32 - L'article 79 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, modifié par l'arrêté du Régent du 28 mars 1947 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 79 - Sont réputés ... . journalière normale". (sans modification)

L 1191

Article 33 - L'article 80 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 80 - L'incapacité de ... ... dans la même région". (sans modification).

Article 34 - L'article 81 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 81 - Sous réserve .... d'assurance continuée. (sans modification)

2) L'indemnité d'invalidité est due à l'assuré qui a atteint la fin de la période d'incapacité primaire prévue à l'article 68 du présent arrêté".

Article 35 - L'article 82 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 , est remplacé par la disposition suivante :

" Article 82 - Par dérogation aux ... ... du présent arrêté". (sans modification)

Article 36 - Il est inséré dans l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 un article libellé comme suit :

" Article 86bis - Les prestations prévues par le présent arrêté en faveur de l'assuré et des membres de sa famille sont subordonnées aux conditions suivantes qui doivent être remplies au début de chaque période nouvelle d'assurance :

1°) faire la preuve ... ... de règlement. (sans modification).
Pour les travailleurs dits "saisonniers " et pour les travailleurs occupés par intermittence, les différentes périodes de travail et périodes assimilées sont totalisées, pour prouver l'accomplissement du stage imposé, en vue de fixer la durée de ce stage et de déterminer le nombre de journées de travail effectif.

2°) Avoir ... ... 86 ter. (sans modification).

Article 37 - Il est inséré dans l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 un article libellé comme suit :

" Article 86ter - Les prestations ... ... au moins un an. (sans modification).

Article 38 - L'article 92... ... suivante : (sans modification)

" Article 92 - Les assurés pour lesquels les organismes assureurs ont reçu, au cours du trimestre civil, des bons de cotisation, des attestations de chômage ou des cotisations d'assurance continuée, représentant ensemble une valeur de cotisations inférieure aux minima fixés par voie de règlement n'ont droit pour eux et leur famil aux prestations prévues par le présent arrêté qu'à la condition de verser à l'organisme assureur dans un délai fixé par voie de règlement, une cotisation personnelle destinée à combler la différence.
Les travailleurs ... ... d'assurance continuée".

Article 39 - Le titre II de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est complété par un Chapitre IV.

" Chapitre IV - Assurance continuée -
Article 92bis - Tout ... ... des prestations. (sans modification)

Article 40 - L'article 97 de l'arrêté du Régent du 21 mars 1945 est remplacé par la disposition suivante :

" Article 97 - Toute réclamation d'un assuré contre un organisme assureur est soumise à un conseil local de conciliation composé d'un représentant de l'assuré et d'un représentant de l'organisme assureur. A défaut d'accord le réclamant peut soumettre son cas aux commissions qui seront instituées par un arrêté ultérieur.

Article 41 - Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1949.

Article 42 - Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

PAR LE REGENT,

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

ALGEMENE BESCHOUWINGEN.

Het besluit brengt twee bijzonder belangrijke wijzigingen aan de huidige organisatie van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

I° De verzekeringsorganismen zullen niet langer van het Rijksfonds voor Verzekering en Invaliditeit het bedrag der bijdragen ontvangen, berekend volgens het aantal van hun aangeslotenen en het bedrag van hun bijdragen ; zij "zullen voortaan bijdragen ontvangen welke volgens de risico's van hun aangeslotenen vastgesteld worden" (zie bladzijde 3 van het verslag aan de Regent).

2° Zo de gelden, die ter beschikking van de verzekeringsorganismen worden gesteld, ontoereikend zijn, zullen deze laatste ten bezware van hun verzekerden bijdragen moeten innen, die voldoende zijn om het financieel evenwicht te herstellen (bladzijde 3 van het verslag).

x

x x

Algemene opmerkingen.

I. Om het vraagstuk van de wettelijkheid, dat in deze dubbele aangelegenheid rijst, in het licht te stellen, ware het goed te herinneren aan het stelsel dat werd aangenomen door de besluitwet van 28 December 1944, waarvan dit besluit de uitvoering is. Het heeft aan de werkgevers en aan de arbeiders de betaling van bijdragen opgelegd, om ten bate van laatstgenoemden verscheidene maatregelen in zake maatschappelijke zekerheid mogelijk te maken, en namelijk om een regime van verplichte verzekering in geval van ziekte en van invaliditeit in te stellen; een Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid werd belast met het innen en het verdelen van deze bijdragen (artikel I). Het bedrag van deze laatste wordt bij artikel 3 vastgesteld : een percentage dat volgens de bezol-

in dit opzicht enkel over de machten, die hem door de twee alinea's van hetzelfde artikel worden toegekend ; de laatste alinea, ingevoerd door de besluitwet van 6 September 1946, stelt hem in staat een enkele van de bijkomstige modaliteiten van berekening te wijzigen.

Artikel 4 verdeelt de opbrengst van de bijdragen onder verschillende organisaties van maatschappelijke zekerheid, en wijst daarvan 6 t.h. wanneer het arbeiders betreft, 5 t.h. wanneer het bedienden betreft, aan het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit toe.

De bij artikel 4 vastgelegde regelen voor de verdeling kunnen "onder de bij artikel 9 bepaalde voorwaarden" bij koninklijk besluit worden gewijzigd : het is de verdeling onder de verscheidene organismen van maatschappelijke zekerheid die mag gewijzigd worden. De Koning kan eveneens nieuwe categoriëen van arbeiders instellen, waarvoor de algemene basis-bijdragen afzonderlijk worden gelockt (voorlaatste alinea van artikel 9 en 6° van artikel 2).

De besluitwet verleent dus aan de Koning geen macht over het bedrag van de bijdragen zelf.

Een Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit beheert de verplichte verzekering in geval van ziekte en van invaliditeit, doch de verzekerden kunnen de voordelen van de verzekering verwerven door hun toetreding tot aangenomen mutualiteitsverenigingen ; slechts in geval van niet-toetreding komt een officieel verzekeringsorganisme tussen beide : de Gewestelijke Dienst.

De mutualiteitsverenigingen worden slechts aangenomen indien zij aangesloten zijn bij een Landsbond van verbonden van erkende mutualiteitsverenigingen.
De vierde alinea van artikel 6 gelast de Koning de voorwaarden te bepalen, die aan de genoemde verbonden zullen worden opgelegd, en gelast hen tevens de oprichting en de werking van de Gewestelijke Diensten en van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit te bepalen.

In deze bepalingen van de besluitwet zou men de twee overwogen maatregelen moeten terugvinden.

Iste Maatregel :

Door de verdeling van de bijdragen onder de verzekeringsorganismen te wijzigen, brengt het ontwerp van besluit geen wijziging aan het bedrag van de bijdrage, die door de verzekerde betaald wordt, noch van die welke te zijnen behoeve door zijn werkgever wordt betaald. Deze bijdrage komt toe aan het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit, dat ze zal verdelen : het zijn de regelen van deze verdeling die gewijzigd zijn.

Men mag aannemen dat dit besluit, door te beslissen dat deze verdeling zal geschieden naar gelang van het risico dat het verzekeringsorganisme door het feit van zijn aangeslotenen te dragen heeft, een van de bij alinea 4 van artikel 6 bepaalde voorwaarden oplegt, en het even of het gaat om mutualiteitsverenigingen die aan erkenning onderworpen zijn of om gewestelijke diensten, waarvan de Koning gelast is de oprichting en de werking te bepalen.

Doch de regel, die in het verslag aan de Regent wordt geformuleerd, is door artikel 5 bis van het ontwerp van besluit niet uitdrukkelijk overgenomen. De voorgestelde tekst somt eenvoudig elementen van beoordeling op waar, "volgens het geval", een technische commissie rekening zal mee houden, wanneer zij bij de Minister voorstellen indient in verband met de verdeling. Zodoende, lijkt de macht, die aan de Koning gegeven is om voorwaarden te bepalen, eenvoudig aan de Minister te zijn overgedragen, en zulks niet alleen over maatregelen van loutere uitvoering maar over de grond zelf van een zeer belangrijke voorwaarde.

Het ware veiliger de regel, die in het verslag aan de Regent geformuleerd staat en die waarschijnlijk onopzettelijk in dit artikel werd weggelaten, in artikel 5 bis uit te drukken. De Raad van State stelt voor artikel 5 bis als volgt aan te vullen : "... bijdragen bepaald volgens de risi-

Om dezelfde redenen ware het gewenst dat de benoeming van de leden der Technische Commissie aan de Koning werd toevertrouwd.

2de Maatregel :

De verzekeringsorganismen zullen van de verzekerden tegen ziekte en invaliditeit een bijkomende bijdrage moeten eisen om hun financieel evenwicht te herstellen in geval de gelden, die door het Rijksfonds te hunner beschikking werden gesteld, ontoereikend zijn (bladzijde 3 van het verslag aan de Regent).

Deze regel zou door een wet verplichtend moeten gemaakt worden ten opzichte van al de verzekerden zonder onderscheid.

Het is inderdaad - zoals we gezien hebben - de besluitwet van 28 December 1944 die de bijdragen heeft bepaald, welke worden betaald door de werknemer en de werkgever ten bate van zijn werknemers en daarentegen aan deze laatsten het recht geven op een verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

Om binnen de perken van de wet te blijven moet voor de verzekerden steeds de mogelijkheid bestaan zich de voordelen aan te schaffen van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit zonder gedwongen te worden, een bijkomende bijdrage te storten, bij die welke de besluitwet oplegt.

Dit aangenomen zijnde, mag de regering aan ieder verzekeringsorganisme de verplichting opleggen een reserve te bezitten van ten minste 20 frank per verplicht verzekerd lid tegen ziekte of invaliditeit en, in geval er uit de reserve geput werd, ditzelfde verzekeringsorganisme er toe verplichten zijn financieel evenwicht te herstellen door het innen van een bijkomende bijdrage.

Voor de gewestelijke diensten zal dit een voorschrift zijn van hun oprichting en van hun werking, voor de mutualiteitsverenigingen zal het één der voorwaarden van hun

Het innen van een bijkomende bijdrage mag echter slechts bij uitzondering geschieden. Het besluit van de Regent mag aan het Rijksfonds niet toelaten de arbeidersbijdragen waarvan het percentage door de besluitwet is vastgesteld, indirect en algemeen te verhogen.

II. De artikelen 10, 42 en 43, van het ontwerp handelen over administratieve sancties die aan de verzekerden zowel als aan de verzekeringsorganismen kunnen opgelegd worden, evenals over rechtscommissies die over deze sancties uitspraak zouden moeten doen. De bepaling, die slechts een bedoeling van de uitvoerende macht te kennen geeft, heeft geen uitvoerbare kracht en kan derhalve, zonder juridisch bezwaar, in het besluit wegvallen : het is voldoende dit te zeggen in het verslag aan de Regent.

Artikel 43 van het ontwerp is niet alleen overbodig, maar bevat ook een contradictio in terminis. Het handelt over rechtscommissies die zullen ingesteld worden, onverminderd het recht van beroep op de burgerlijke rechtbanken. Indien de verzekeringsorganismen en de verzekerden een recht van beroep op de burgerlijke rechtbanken hebben, dan gaat het om burgerlijke rechten en zouden de rechtbanken van deze geschillen niet kunnen ontlast worden. Indien het integendeel uitsluitend administratieve belangen betreft, dan is het bovendien onnodig te spreken van een beroep op rechtbanken. Het bijvoeglijk naamwoord "juridictionnel" in de Franse versie bestaat niet in het Belgisch staatsrecht en de Nederlandse tekst maakt de betekenis van het ontwerp op dit punt nog onduidelijker. Het gebruikte woord "rechtscommissies" beantwoordt inderdaad aan geen enkel nauwkeurig juridisch begrip.

Eén der gevolgen van de wijziging aan artikel 97 is de afschaffing van het verhaal dat de verzekerde kon indienen vóór de vaste delegatie van het Nationaal Bestuurscomité.

In afwachting dat de voorziene commissies ingesteld zijn, ware het gelegen de mogelijkheid van verhaal te behouden en de overheid aan te wijzen die uitspraak moet doen over de

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

Artikel 1.

Terwille van de algemene overeenstemming stelt de Raad van State voor dit artikel te laten wegvallen.

Artikel 2.

Artikel 6 van de besluitwet waarborgt aan de werknemers de vrijheid zich de voordelen aan te schaffen van de verzekering tegen ziekte en invaliditeit door toetreding tot een mutualiteitsvereniging die zij verkiezen, en het is slecht wanneer zij deze keuze niet gedaan hebben dat zij aangesloten worden bij een gewestelijke dienst voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit. Dit artikel verbiedt niet voorschriften te bepalen nopens de wijze waarop de keuze moet geschieden, voorschriften waarbij terzelfdertijd zekere termijnen worden voorzien.

Artikel 2 van het ontwerp heeft dezelfde zin, maar is opgesteld in de vorm van een verbod.

De Raad van State stelt de volgende bepaling voor :

"De vreemde arbeider die zich in het land vestigt "wordt voorlopig gedurende drie maanden aangesloten bij de "Gewestelijke Dienst van het district van zijn verblijf. Na "deze termijn kiest hij vrijelijk een verzekeringsorganisme".

Artikel 11.

In de Nederlandse versie van artikel 11 van het ontwer handhaaft de Raad van State de woorden "de meest vertegenwoor digende organisaties", vermits zij voorkomen in de besluitwet van 28 December 1944. Het ware niettemin wenselijk dat de uit drukking "les plus représentatives" voortaan op eenvormige wijze in alle wetten zou worden weergegeven. In het verdrag van Versailles, goedgekeurd door de wet van 15 September 1919, staat "die het best vertegenwoordigen"; in de overeenkomst va Montreal, goedgekeurd door de wet van 30 December 1947 "die

de Nationale Bank "de meest vooraanstaande"; in de wet van 21 Augustus 1948 op de N.M.K.N. "de meest representatieve".

Artikel 23.

De voorgestelde nieuwe tekst wijzigt het vroeger artikel 45 door aan het Nationaal Bestuurscomité en niet meer aan de vaste delegatie van dit comité het voordragen van benoemingen toe te vertrouwen.

Bovendien vervangt hij het woord "op" : "op de voordracht van ..." door het woord "na" :"na voordracht van ...".

Zo deze wijziging tot doel heeft aan de Minister het uitkiezen van het personeel over te laten, dan zou men beter zeggen "na raadpleging van het Nationaal Bestuurscomité".

De overige wijzigingen, die door de Raad van State worden voorgesteld, zijn ingegeven door een behoefte aan algemene overeenstemming en aan klaarheid.

MINISTERIE VAN ARBEID EN SOCIALE VOORZORG

Besluit van de Regent houdende wijziging van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, betreffende de organisatie van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 11 Juni en 11 December 1945, 16 Februari 1946 en 28 Maart 1947.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de besluitwet van 10 Januari 1945, betreffende de maatschappelijke zekerheid der mijnwerkers en er mede gelijkgestelden, evenals op de besluitwet van 25 Februari 1947 tot samenvoeging en wijziging van de wetten betreffende het pensioenstelsel voor mijnwerkers en de er mee gelijkgestelden;

Gelet op het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, betreffende de organisatie van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 11 Juni en 11 December 1945, 16 Februari 1946 en 28 Maart 1947;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Artikel 2 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling aangevuld:

De vreemde arbeider, die zich in het land vestigt, wordt voorlopig gedurende drie maanden aangesloten bij de Gewestelijke Dienst van het district waar hij verblijft. Na deze termijn kiest hij vrijelijk een verzekeringsorganisme.

Artikel 2.-

Artikel 3 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling aangevuld :

" Wanneer zijn beheersreserve meer bedraagt dan twintig ten honderd van het jaarlijkse gemiddelde van de ontvangsten der laatste drie jaren, mag elk verzekeringsorganisme, vanaf 1 Januari 1951, aan zijn leden, die aan de verplichte verzekering onderworpen zijn, hogere uitkeringen verlenen dan die welke bij dit besluit zijn bepaald".

Artikel 3.-

Artikel 5 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 5.-

De werkgever levert aan de arbeider, bij de laatste bezoldiging van elke maand of bij de slotafrekening in geval van afdanking of van vrijwillig ontslag van de arbeider een bewijsstuk getiteld "Bon van bijdrage tot de verzekering tegen ziekte en invaliditeit".

Op die bon wordt de bezoldiging vermeld waarop de afhouding werd gedaan. Hij wordt door de arbeider aan het door hem gekozen verzekeringsorganisme overgemaakt.

" De bijdragebons worden met een samenvattingsborderel, aan het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit overgemaakt".

Artikel 4.-

In het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt een artikel ingelast, luidend als volgt :

Artikel 5bis.-

Het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en in-

periode, alsmede voor hen die hetzij vergoedingen, hetzij vergoedingen en gezondheidszorgen genieten, bijdragen bepaald volgens de risico's die de aangeslotenen vertegenwoordigen.

Er zal, volgens het geval, rekening gehouden worden met hun bezoldiging, hun leeftijd en hun geslacht, de samenstelling van hun gezin en de leeftijd van rechtverkrijgenden, met de beroepssector waartoe zij behoren alsmede met de categorie waartoe de gemeente, waar zij verblijven, behoort.

Voor hen die enkel gezondheidszorgen genieten, stort het Rijksfonds aan de verzekeringsorganismen bijdragen welke volgens dezelfde criteria bepaald worden, met uitzondering van die welke met de bezoldiging in verband staat.

Een bij het .... behoeften overeenstemmen (zonder wijziging).

Artikel 5.

Artikel 7 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, vervangen door het besluit van de Regent van 16 Februari 1946 en gewijzigd door het besluit van de Regent van 28 Maart 1947 wordt opgeheven.

Artikel 6.

De eerste en de laatste alinea van artikel 8 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, vervangen door het besluit van de Regent van 11 Juni 1946, worden door de volgende bepaling vervangen:

"Om te voorzien in het gemis aan bijdragen van de onvrijwillige werklozen, verleent het Rijk driemaandelijks een speciale subsidie, waarvan het bedrag wordt vastgesteld door het aantal dagen werkloosheid waardoor deze verzekerden in de loop van het vorig kwartaal werden getroffen, te vermenigvuldigen met een som van 5,75 fr. voor de verzekerden met arbeidscontract andere dan mijnwerkers, met 4,80 fr. voor de verzekerden met bediendencontract en met 3,75 fr. voor de mijnwerkers".

"De bij dit artikel beoogde speciale subsidie wordt voor al de verzekeringsorganismen samen uitgekeerd aan het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit, dat er mede belast is de omslag er van tussen deze organismen te verzekeren".

Artikel 7.-

In het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt een artikel ingelast, luidend als volgt :

Artikel 8bis.-

Wanneer de reserve van een verzekeringsorganisme tengevolge van een tekort herleid wordt tot een lager bedrag dan datgene, dat in artikel 4 van dit besluit is bepaald, dan is dit organisme er toe gehouden van zijn verzekerden een bijkomende bijdrage te eisen om de financiële toestand in evenwicht te brengen.

" Het verzekeringsorganisme bepaalt, in overleg met het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit en met goedkeuring van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, het bedrag van deze bijdrage, alsmede de duur en de modaliteiten van de toepassing er van ".

" De kwesties, waarover geen overeenstemming kon bereikt worden, dienen aan de beslissing van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg voorgelegd".

Artikel 8.-

Artikel 27 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit ontvangt :

1) de gedeelten van de opbrengst der werkgevers- en der werknemersbijdragen, die het door de Rijksdienst van de Maatschappelijke Zekerheid en door het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers toegekend krijgt;

2) de subsidies die door het Rijk aan de verzekeringsorganismen verleend worden voor hun diensten van verplichte verzekering;

3) elke andere subsidie, alsmede de giften en de legaten die door zijn nationaal Bestuurscomité zijn aangenomen;

4) alle bijkomende geldmiddelen die uit de toepassing van de reglementen hun en voortvloeien.

Het Rijksfonds wordt er mede belast :

1) tussen de verzekeringsorganismen de sommen om te slaan, die hun krachtens de artikelen 5bis en 8 van dit besluit toekomen;

2) de subsidies te vereffenen die door het Rijk aan de verzekeringsorganismen verleend worden voor hun diensten van verplichte verzekering;

3) van 1 Januari 1949 af de invaliditeitsvergoedingen te betalen, verschuldigd aan de arbeiders gewezen leden van mutualiteitsverenigingen, beoogd bij besluit van de Regent van 29 December 1944 tot regeling van de modaliteiten van de verzekering tegen ziekte en invaliditeit, gedurende de overgangsperiode van 1 Januari 1945 tot en met 31 Maart 1945.

4) voor het dienstjaar 1948, zijn reserves te gebruiken voor de dekking van de tekorten der verzekeringsorganismen, welke uit de verzekering van de arbeiders en van de bedienden voortvloeien;

Artikel 9.-

In het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt een artikel ingelast, luidend als volgt:

" Artikel 28 bis.-

Het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit wordt insgelijks belast met de contrôle over de aan de verzekerden alsmede aan hun gezinsleden verleende uitkeringen.

Deze contrôle zal geschieden door toedoen van de provinciale contrôlecentra, waarvan de organisatie bij ministerieel besluit zal bepaald worden.

De door de provinciale contrôlecentra vastgestelde overtredingen van de reglementering zullen maandelijks aan het Rijksfonds aangegeven worden.

Wanneer een verzekeringsorganisme niet de maatregelen getroffen heeft, die nodig zijn om de onrechtmatig aan een verzekerde of aan de leden van diens gezin verleende uitkering in te vorderen, dan wordt het bedrag van deze uit-

keringen door het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit van al de voor dit verzekeringsorganisme bestemde sommen in mindering gebracht.

Het Nationaal Bestuurscomité stelt de regelen vast, volgens dewelke het verzekeringsorganisme moet worden geacht aan deze voorwaarden te hebben voldaan.

Het Rijksfonds betekent de genomen beslissing aan het betrokken verzekeringsorganisme, dat, bij onenigheid, het geschil vóór de bij een later besluit op te richten commissies zal kunnen brengen.

Artikel 10.-

Artikel 29 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, aangevuld bij het besluit van de Regent van 28 Maart 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Artikel 29.-

Het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit wordt door een Nationaal Bestuurscomité beheerd, dat bestaat uit :

1) negen effectieve leden en vijf plaatsvervangende leden, gekozen onder de candidaten die, in dubbel aantal van dit der toe te kennen mandaten, door de meest vertegenwoordigende syndicale organisaties van de gezamenlijke loonarbeiders worden voorgedragen;

2) negen effectieve leden en vijf plaatsvervangende leden, gekozen onder de candidaten die, in dubbel aantal van dit der toe te kennen mandaten, door de meest vertegenwoordigende organisaties van de gezamenlijke werkgevers worden voorgedragen;

3) zoveel effectieve leden en zoveel plaatsvervangende leden als er aangenomen landsbonden van verbonden van erkende mutualiteitsverenigingen zijn. Zij worden gekozen op een driedubbele lijst van candidaten, die door elk van deze landsbonden worden voorgedragen;

4) drie regeringscommissarissen, respectievelijk aangewezen door de Ministers van Arbeid en Sociale Voorzorg

van Volksgezondheid en van het Gezin, en van Financiën.

Een afgevaardigde van elke Technische Raad van de verzekering tegen ziekte en invaliditeit, woont, als adviseerde vergadering van het Nationaal Bestuurscomité bij. Deze afgevaardigde wordt door de Technische Raad, waarvan hij deel uitmaakt, aangewezen."

Artikel 11.-

De derde alinea van artikel 30 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, wordt door de volgende bepaling vervangen:

De eerste hernieuwing zal op 1 Januari 1952 geschieden en de aftredende leden worden bij loting aangeduid. De opdracht van de aftredende leden kan hernieuwd worden.

Artikel 12.-

Artikel 31 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, aangevuld bij besluit van de Regent van 28 Maart 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 31.-

Het Comité benoemt in zijn midden een vaste delegatie voor advies, samengesteld uit :

1) twee effectieve leden en twee plaatsvervangende leden, die de syndicale organisaties van loonarbeiders vertegenwoordigen;

2) twee effectieve leden en twee plaatsvervangende leden, die de werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;

3) vijf effectieve.... uitmaakt, aangewezen(zonder wijziging)

Artikel 13.-

Artikel 32 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 32.-

" Zowel in het Nationaal Bestuurscomité als in de Vaste Delegatie voor advies zetelen de plaatsvervangende

Artikel 14.-

Artikel 34 A. van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, vervangen door het besluit van de Regent van 11 Juni 1945, wordt door de volgende bepaling vervangen;

A. Een medische raad van de verzekering tegen ziekte en invaliditeit, bestaande uit :

1) vier Universiteitsprofessoren, doctors in de medicijnen, die aan elk der faculteiten van het land verbonden zijn;

2) twee vertegenwoordigers van de Hoge Raad der Orde van geneesheren;

3) twee doctors in de medicijnen, door de Minister van Volksgezondheid aangewezen en van wie er een het voorzitterschap waarneemt;

4) twee doktors in de geneeskunde door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangewezen;

5) twee medische directeurs van verzekeringsorganismen, door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangewezen;

6) een dokter in de geneeskunde, die de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen vertegenwoordigen;

7) de medische directeur van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit;

8) een door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangeduide ambtenaar, die de functies van secretaris waarneemt en geen medebeslissende stem heeft.

Artikel 15.-

Artikel 35 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, vervangen door het besluit van de Regent van 11 Juni 1945, en gewijzigd bij het besluit van de Regent van 28 Maart 1947 wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Artikel 35.-

Elke technische raad wordt door de vertegenwoordiger van de Minister van Volksgezondheid voorgezeten. De voor-

De voorzitter en de leden van de technische raden worden door de Koning voor een termijn van zes jaren benoemd en zijn aan de hernieuwingsvoorwaarden onderworpen welke in artikel 30 van dit besluit voor de leden van het Nationaal Bestuurscomité zijn bepaald.

Elke raad vergadert ingevolge bijeenroeping door zijn voorzitter, telkensdeze zulks nodig acht, of op verzoek van het nationaal bestuurscomité of op verzoek van ten minste drie leden van de raad".

Artikel 16.-

Titel I, hoofdstuk II, afdeling IV van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende titel en de volgende bepalingen vervangen :

Afdeling IV.- Bevoegdheid van het Nationaal Bestuurscomité en van de Vaste Delegatie voor Advies.

" Artikel 37.-

Het Comité bestuurt het Rijksfonds voor de verzekering tegen ziekte en invaliditeit, overeenkomstig de bepalingen van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en van de besluitwet van 10 Januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en van de er mee gelijkgestelden, alsmede overeenkomstig de bepalingen van dit besluit: het dient de geldmiddelen er van onder de verzekeringsorganismen om te slaan.

Het verzekert de werking van de bij artikel 1 van dit besluit voorziene gewestelijke diensten.

Het controleert de werking der aangenomen landsbonden.

Het maakt de reglementen op die door het Rijksfonds moeten worden uitgevaardigd en waakt over de uitvoering er van.

Deze reglementen zullen namelijk slaan op:

1) de verplichtingen van de aangenomen landsbonden;

2) de voorwaarden opgelegd tot het bekomen van medische zorgen en van pharmaceutische, orthopaedische en andere prestaties die aan de gerechtigden van de verzekering moeten worden verschaft.

3) het bepalen van de kring waarbinnen de gerechtigden, gezinsleden van de verzekerden, vallen;

4) de mutaties van de leden van een aangenomen landsbond naar een andere aangenomen landsbond, naar een gewestelijke dienst of omgekeerd;

5) de nate leven regelen van boekhouding en de statistische inlichtingen, welke door de verzekeringsorganismen moeten worden verschaft ;

Het Nationaal Bestuurscomité is er mede belast :

1) aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg voorstellen te doen, zowel betreffende het kader van het personeel van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit als betreffende de in dit kader te doen benoemingen.

2) aan zelfde Minister de bevorderingen, afdankingen van personeelsleden en de op deze laatsten toe te passen sancties voor te dragen;

3) de begroting van de bestuurskosten van het Rijksfonds vo verzekering tegen ziekte en invaliditeit op te maken".

" Artikel 38.-

De Vaste Delegatie voor Advies onderzoekt al de vraagstukken in verband met de organisatie en de reglementering van de verzekering, welke zij door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg of door het Nationaal Bestuurscomité overgemaakt krijgt".

Artikel 17.-

Artikel 39 van het besluit van de Regent van 21 Maar 1945, wordt door de volgende bepaling vervangen :

" De Medische Raad, organisme voor studie en ordening, onderzoekt al de aangelegenheden die hij door het Nationaal Bestuurscomité of door de Vaste Delegatie voor

soerde subcommissies, die hij opricht, te doen bestuderen en zijn conclusies bij het Nationaal Bestuurscomité aanhangig maken.

Geen enkele beslissing in verband met de uitoefening der geneeskunde mag door het Nationaal Bestuurscomité genomen worden zonder dat de Medische Raad om zijn advies verzocht werd".

Artikel 18.-

Artikel 41 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen :

" De Regeringscommissarissen zijn niet stemgerechtig

Iedere Regeringscommissaris kan de uitvoering van de beslissingen van het Nationaal Bestuurscomité schorsen, wanneer hij ze strijdig acht, hetzij met de bepalingen van de van kracht zijnde wetten of besluiten, hetzij met het algemeen belang. In voorkomend geval brengt hij er de Minister, die hij vertegenwoordigt, onmiddellijk van op de hoogte.

Zo de Minister de schorsing niet binnen een termijn van 10 dagen heeft bekrachtigd, zal de betwiste beslissing kunnen uitgevoerd worden".

Wanneer de betrokken ministers de betwiste zaak aanhangig maken bij de Ministerraad, dan dient het Nationaal Bestuurscomité daarvan op de hoogte gebracht binnen de bij vorige alinea bepaalde termijn.

In zodanig geval kan de beslissing ten uitvoer gebracht worden zo de schorsing niet binnen dertig dagen wordt bekrachtigd."

Artikel 19.-

Artikel 43 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen:

Artikel 43.-

Het personeel van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit staat onder de leiding van een door de Koning benoemde Administrateur-Generaal. De Administrateur-Generaal is belast met de uitvoering van de beslissingen getroffen door het Nationaal Bestuurscomité.

Deze functies zijn onverenigbaar met die van lid van het Nationaal Bestuurscomité.

Hij woont de vergaderingen bij van het Nationaal Bestuurscomité en van de Vaste Delegatie voor advies. Hij neemt het Secretariaat van beide waar.

In geval hij afwezig of tijdelijk belet is, wordt hij in zijn functies vervangen door een ander lid van het personeel dat te dien einde door het Nationaal Bestuurscomité wordt aangewezen.

Artikel 20. De laatste alinea van artikel 44 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Met uitzondering van de verrichtingen, welke deel uitmaken van het dagelijks beheer of die uitgaan van de speciale lasthebbers, worden al de akten welke het Fonds verbinden gezamenlijk getekend, door de Administrateur-Generaal of zijn plaatsvervanger en door een der daartoe door het Nationaal Bestuurscomité aangewezen twee leden."

Artikel 21.

Artikel 45 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, wordt door de volgende bepaling vervangen:

Artikel 45.

" De andere leden van het personeel worden benoemd door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg na raadpleging van het Nationaal Bestuurscomité".

" Het personeel mag insgelijks Rijksbeambten omvatten die door de betrokken Minister worden gedetacheerd. Deze beambten worden opgenomen in het kader van het personeel van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit tot op de dag van de terugkeer naar hun bestuur van herkomst, alwaar zij hun anciënniteit, hun titels op bevordering en hun recht op een ouderdomspensioen ten laste van de Staat behouden."

Artikel 22.

Artikel 46 van het besluit van de Regent van 21 Maart

Artikel 23.

Artikel 49 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen:

Artikel 49.

" De begroting der bestuursuitgaven van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit wordt elk jaar vóór 1 December, voor het volgende dienstjaar, door het Nationaal Bestuurscomité opgemaakt. "

Artikel 24.

Artikel 51 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen:

Artikel 51:

" De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg stelt het bedrag der vergoedingen en zitpenningen vast, te verlenen aan de leden van het Nationaal Bestuurscomité en van de Vaste Delegatie voor advies, aan de Regeringscommissarissen evenals aan de leden en secretarissen van het Comité voor advies en van de technische raden".

Artikel 25.

De tweede alinea van artikel 54 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 28 Maart 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen:

" De gelijksoortige nuttige maatregelen worden getroffen wat betreft de kanker en de geesteskwalen. Voor laatstgenoemde worden de voorwaarden, waaronder de gezondheidszorgen verleend zijn, bepaald bij reglement; de opgesloten verzekerde wordt echter van de gezondheidszorgen ten laste van de verzekering uitgesloten".

Artikel 26.

Artikel 58 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 11 December 1945, 16 Februari 1946 en 28 Maart 1947 wordt door de volgende bepalingen vervangen:

Artikel 58:

de artikelen 86bis en 86ter van dit besluit, zijn de gezondheidszorgen verschuldigd aan de verzekerde alsook aan de leden van zijn gezin, zoals dit laatste bij reglement bepaald is, voor zover de verzekerde een der volgende voorwaarden vervult:

1) in de loop van het kwartaal vóór dat gedurende hetwelk gezondheidszorgen gevraagd werden, aan een verzekeringsorganisme bijdragebons, werkloosheidsattesten, of bewijsstukken van voortgezette verzekering afgegeven hebben van een bij reglement bepaalde minimumwaarde en op dat ogenblik hetzij verbonden zijn door een dienstcontract, dat aanleiding geeft tot aansluiting bij de maatschappelijke zekerheid, hetzij recht hebben op de reglementaire steun voor onvrijwillige werkloosheid, hetzij zich in een periode van voortgezette verzekering bevinden;

2) recht hebben op de vergoeding voor primaire ongeschiktheid tot werken of voor rust wegens bevalling, voorzien bij dit besluit, of zwanger zijn en opgehouden te hebben met werken om ten vroegste van de vijfde maand van de zwangerschap af rust te nemen;

3) recht hebben op de invaliditeitsvergoeding en bijgedragen hebben tot de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit gedurende een bij reglement bepaald aantal maanden, rekening gehouden met de leeftijd der belanghebbenden, met dien verstande dat de loonarbeiders, die op 1 Januari 1945 als leden einer erkende mutualiteitsvereniging of als door het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers wegens invaliditeit gepensioneerde mijnwerkers op de invaliditeitsvergoedingen recht hadden, zonder beperking van duur, recht blijven hebben op de gezondheidszorgen;

4) recht hebben op een wettelijk ouderdomspensioen als loon trekkende of op een vervroegd pensioen krachtens een bijzonder statuut eigen aan het personeel van een onderneming en, sedert ten minste een maand voor het in werking treden van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, lid van een erkende mutualiteitsvereniging zijn geweest of andere bij reglement be-

5) recht hebben op ouderdomspensioen als mijnwerker.
De gezondheidszorgen dienen insgelijks verleend:

a) aan de weduwe van de verzekerde evenals aan de leden van zijn gezin;

b) aan het gezin van de verzekerde die onder de wapens geroepen is ten einde een normale termijn van actieve dienst-tijd te vervullen.

De voorwaarden waaraan het verlenen van gezondheidszorgen aan de onder littera a) en b) bedoelde personen dienen te beantwoorden, worden bij reglement bepaald.

Artikel 27.

Artikel 68 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, vervangen door het besluit van de Regent van 28 Maart 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen:

Artikel 68. Het verzekeringsorganisme betaalt aan de verzekerden, die ongeschikt zijn tot werken zoals dit bij artikel 80 van dit besluit bepaald wordt, een vergoeding die met zestig ten honderd van de verloren bezoldiging gelijkstaat. Deze vergoeding wordt betaald voor elke werkdag, uitgezonderd de dagen die recht geven op een jaarlijks verlofgeld, tot het beloop van honderd vijftig dagen en tot de wettelijke normale leeftijd van de oppensioenstelling wegens ouderdom zo de verzekerde deze leeftijd voor de honderdvijftigste dag bereikt.

" Deze vergoeding genaamd "vergoeding wegens primaire ongeschiktheid tot werken" wordt ten minste eens per maand betaald".

" Elke nieuwe ongeschiktheid tot werken, die zich voordoet in de eerste 25 werkdagen na de hervatting - of in de eerste 50 dagen wanneer de verzekerde het werk hervat zonder schriftelijke toelating van de geneesheer, geeft slechts recht op vergoeding gedurende de tijd die nodig is om de hierboven bepaalde duur van honderd vijftig dagen te voltrekken".

" Voor elke periode van ongeschiktheid tot werken, behalve voor die welke zich voordoet binnen de eerste vijf en twintig werkdagen na de werkhervatting of in de eerste vijf-

tig dagen wanneer de verzekerde zonder de schriftelijke toelating van de dokter opnieuw gaat werken, wordt een aanvangswachttijd van drie werkdagen opgelegd.

De aanvangswachttijd wordt niet toegepast voor een periode van ongeschiktheid tot werken, die zich voordoet gedurende een periode van onvrijwillige werkloosheid".

De vergoeding voor primaire ongeschiktheid tot werken is niet verschuldigd aan de verzekerde voor elke ongeschiktheid tot werken die, krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen, op de betaling van de bezoldiging recht geeft.

Deze vergoeding is verschuldigd van de eerste dag die volgt op deze waarin de werkgever de bezoldiging niet meer betaald, zo de ongeschiktheid tot werken ten minste sedert drie werkdagen ter kennis van het verzekeringsorganisme werd gebracht. In geval van vertraging in de verzending van het bericht der ongeschiktheid tot werken aan het verzekeringsorganisme, geven de dagen vertraging geen recht op vergoeding.

De vergoeding voor primaire ongeschiktheid tot werken wordt evenees betaald na de normale wettelijke leeftijd van oppensioenstelling, gedurende maximum vijf en zeventig werkdagen, in een of in verscheidene perioden bereikt:

a) aan de verzekerde die, op het ogenblik dat hij de normale wettelijke leeftijd van oppensioenstelling bereikt, blijft werken, op voorwaarde dat zijn ongeschiktheid tot werken aanvangt na een periode van ten minste drie maand effectieve en ononderbroken arbeid, welke ingaat na de datum waarop hij de normale wettelijke leeftijd van oppensioenstelling heeft bereikt;

b) aan de verzekerde, die het werk hervat na de normale wettelijke leeftijd van oppensioenstelling te hebben bereikt, op voorwaarde dat zijn ongeschiktheid tot werken begint na ten minste drie maand effectieve en ononderbroken arbeid en dat hij tot op het ogenblik van de werkhervatting een ouderdomsrenbetaalding zonder onderzoek omtrent de bestaansmiddelen of een aanvullend ouderdomspensioen genoten

voldoet dient zijn hoedanigheid van gewezen loonarbeider of bezoldigde door nauwkeurige en overeenstemmende bewijzen gestaafd;

De vergoeding voor primaire ongeschiktheid mag met de ouderdomsrentetoeslag zonder onderzoek omtrent de bestaansmiddelen of met het aanvullend ouderdomspensioen niet samen genoten worden, behalve in sommige bijzondere gevallen welke door de bevoegde minister zullen bepaald worden.

Artikel 28.

Artikel 70 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, vervangen door het besluit van de Regent van 28 Maart 1947 wordt door de volgende bepaling vervangen:

Artikel 70.

" Na de vijf en zeventigste werkdag van ononderbroken ongeschiktheid tot werken en vóór de honderdste, dient de dokter-adviseur van het verzekeringsorganisme aan het door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg binnen het raam van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit opgericht medisch organisme of, wanneer het om een mijnwerker gaat, aan het medisch organisme dat van het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers afhangt, alle inlichtingen van medische aard te verstrekken, waardoor bovenbedoelde organismen in staat worden gesteld een advies uit te brengen in het gemeenschappelijk belang van de verzekerde en van de verzekering.

Op grond van dit advies mag een door het Nationaal Bestuurscomité aangewezen dokter:

a) de dokter-adviseur van het verzekeringsorganisme verzoeken zich met hem en met de behandelende dokter in verbinding te stellen, ten einde een behandeling te overwegen, die de genezing van de gerechtigde zal bewerkstelligen of bespoedigen of ten minste om hem opnieuw zo geschikt mogelijk tot werken te maken; de door het Nationaal Bestuurscomité aangewezen dokter en de dokter-adviseur mogen, met hetzelfde doel, tussen de behandelende dokter en een dokter die ter zake bekend staat, een consultatie doen plaats grijpen waartoe

behandelende geneesheer en de gerechtigde, laatstgenoemde in een gepaste instelling ter observatie stellen.

b) onder dezelfde voorwaarden met de behandelende dokter en met toestemming van de gerechtigde beslissen, dat deze in een instelling van beroepsheraanpassing of -herscholing een kuur zal doen, waarvan de kosten zullen gedragen worden door een speciaal fonds, te dien einde ingesteld en door het Nationaal Bestuurscomité beheerd.

Artikel 29.

Artikel 71 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, wordt door volgende bepaling vervangen:

Artikel 71:

"Wanneer de ongeschiktheid tot werken langer duurt dan de in artikel 68, alinea 1, van dit besluit voorziene periode, betaalt het verzekeringsorganisme of aan de arbeider, of aan de bediende, of aan de mijnwerker die geen recht heeft op de toekenning van het invaliditeitspensioen voorzien bij de wetgeving betreffende het pensioenstelsel van de mijnwerkers, een vergoeding, "invaliditeitsvergoeding" genaamd.

Deze invaliditeitsvergoeding bedraagt 60 t.h. der tijdens de eerste honderd vijftig werkdagen van invaliditeit verloren bezoldiging.

Van de honderd een en vijftigste dag van invaliditeit af betaalt het verzekeringsorganisme voor elke werkdag aan de bij alinea 1 van dit artikel bedoelde verzekerden een invaliditeitsvergoeding, gelijk aan de helft van de verloren bezoldiging, wanneer het gaat om een verzekerde met gezinslast en gelijk aan een derde van de verloren bezoldiging, wanneer het gaat om een verzekerde zonder gezinslast".

De uitbetaling van de invaliditeitsvergoeding dient binnen de eerste vijf dagen van elke maand voor de voorafgaande maand gedaan.

Wanneer het gaat om een mijnwerker, die bij de afloop van de bij dit besluit voorziene periode van primaire ongeschiktheid tot werken, krachtens de wetgeving betreffende

pensioen recht heeft, stort het verzekeringsorganisme, waarbij hij is aangesloten hem in voorkomend geval tijdens de eerste honderd vijftig dagen van invaliditeit, maandelijks het verschil tussen het bedrag der bij alinea 2 van dit artikel vastgestelde vergoeding en het bedrag van het als mijnwerker verleend invaliditeitspensioen.

De invaliditeitsvergoeding mag samengaan met een loon of een ander beroepsinkomen, op voorwaarde dat dit loon of ander beroepsinkomen door de verzekerde aangegeven werd.

Nochtans wordt de invaliditeitsvergoeding gebeurlijk zo verminderd dat zij, samen met het loon of ander in werkdagen geschat beroepsinkomen, een som gelijk aan 85 % van de dagelijkse bezoldiging van de beroepscategorie waartoe de belanghebbende behoort, niet overschrijdt.

De gerechtigde van een invaliditeitsvergoeding, die van deze laatste afziet om zijn werk te hervatten en binnen de eerste vijf en zeventig werkdagen der werkhervatting opnieuw ongeschikt tot werken wordt - of binnen de eerste honderd werkdagen wanneer hij zonder schriftelijke toelating van de dokter zijn werk hervat, - heeft geen recht op de vergoeding voor primaire ongeschiktheid, doch mag aanspraak maken op de invaliditeitsvergoedingen.

De invaliditeitsvergoeding is niet meer verschuldigd:

1) aan degenen, die de in artikel 80 van dit besluit bepaalde voorwaarden niet meer vervullen;

2) aan degenen, die in genot zijn getreden van hun ouderdomspensioen of die de normale wettelijke leeftijd van oppensioenstelling bereikt hebben.

Artikel 30.

Artikel 74 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, wordt door de volgende bepaling vervangen:

Artikel 74:

" Wanneer een verzekerde, die volgens een wet of een openbaar reglement een invaliditeitspensioen geniet, of die een pensioen gemist toegekend aan sommige agenten van de Staatsbesturen bij het einde van een beperkte loopbaan, op

teitsvergoeding recht heeft, wordt deze vergoeding eventueel zo verminderd dat, door de cumulatie er van met het bedrag van het pensioen, in werkdagen geschat, een som gelijk aan 85 t.h. van de dagelijkse bezoldiging in de beroepscategorie van de belanghebbende niet overschreden wordt.

Indien deze verzekerde daarenboven een beroepsinkomen geniet, dat krachtens artikel 71 van dit besluit kan aangenomen worden, wordt de invaliditeitsvergoeding eventueel zo verminderd, dat door haar cumulatie met het pensioen en het beroepsinkomen, beide in werkdagen geschat, een aan het loon der beroepscategorie van de belanghebbende gelijke som niet wordt overschreden.

De in de eerste alinea van dit artikel voorziene beperkende bepaling is niet van toepassing, indien het door de gerechtigde genoten invaliditeitspensioen, wegens wettelijke bepalingen, vrijgesteld wordt van wat de wetgeving betreffende de maatschappelijke zekerheid aangaat.

De eerste twee alinea's van dit artikel zijn niet toepasselijk wanneer de oorsprong der ongeschiktheid tot werken niet gelegen is in de geschiktheidsvermindering, die tot het invaliditeitspensioen aanleiding heeft gegeven."

Artikel 22.

Artikel 77 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, vervangen door het besluit van de Regent van 28 Maart 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen:

De bezoldiging, waarmede rekening wordt gehouden voor de toepassing van de bepalingen dezer afdeling, wordt als volgt bepaald:

1) voor de verzekerden wier gemiddelde dagelijkse bezoldiging niet hoger is dan 30 frank, wordt zij eenvormig op 25 frank per dag geschat, zonder dat echter de vergoeding voor primaire ongeschiktheid tot werken of de rustvergoeding bij bevalling 80 t.h. van het werkelijk loon mag overschrijden, of dat de invaliditeitsvergoeding 70 t.h. van het werkelijk loon mag overschrijden;

2) voor de verzekerden wier gemiddelde dagelijkse bezoldi-

3) voor de verzekerden wier gemiddelde dagelijkse bezoldiging hoger is dan 40 frank, doch niet hoger is dan 50 frank, wordt zij eenvormig op 45 frank per dag geschat;

4) voor de verzekerden wier gemiddelde dagelijkse bezoldiging hoger is dan 50 frank doch niet hoger dan 60 frank, wordt zij eenvormig op 55 frank per dag geschat;

5) voor de verzekerden wier gemiddelde dagelijkse bezoldiging hoger is dan 60 frank doch niet hoger dan 80 frank, wordt zij eenvormig op 70 frank per dag geschat;

6) voor de verzekerden wier gemiddelde dagelijkse bezoldiging hoger is dan 80 frank, doch niet hoger dan 100 frank, wordt zij eenvormig op 90 frank per dag geschat;

7) voor de verzekerden wier gemiddelde dagelijkse bezoldiging hoger is dan 100 frank, doch niet hoger dan 120 frank, wordt zij eenvormig op 110 frank per dag geschat;

8) voor de verzekerden wier gemiddelde dagelijkse bezoldiging hoger is dan 120 frank, doch niet hoger dan 140 frank, wordt zij eenvormig op 130 frank per dag geschat, voor de berekening van de vergoeding voor primaire ongeschiktheid tot werken, van de vergoeding wegens rust bij bevalling, van de begrafenisvergoeding en van de invaliditeitsvergoeding gedurende de eerste 150 dagen van invaliditeit;

9) voor de verzekerden wier gemiddelde dagelijkse bezoldiging hoger is dan 140 frank, wordt zij eenvormig op 150 frank per dag geschat voor de berekening van de vergoeding voor primaire ongeschiktheid tot werken, van de vergoeding wegens rust bij bevalling, van de begrafenisvergoeding en van de invaliditeitsvergoeding gedurende de eerste 150 dagen van invaliditeit.

10) voor de verzekerden wier gemiddelde dagelijkse bezoldiging hoger is dan 120 frank, wordt zij eenvormige geschat op 120 frank per dag voor de berekening van de invaliditeitsvergoeding van de honderd een-en-vijftigste dag van invaliditeit af.

" On de gemiddelde dagelijkse bezoldiging te berekenen, wordt er rekening gehouden:

a) voor de arbeiders die een vast werk hebben, met de bezoldiging vermeld op de bijdragebon of op de bijdragebons, die in verband staan met het kwartaal dat voorafgaat, aandat waarin de ongeschiktheid tot werken voorkwam;
b) voor de zogenaamde "seizoenarbeiders" en voor de met tussenpozen te werk gestelde arbeiders, met de bezoldiging vermeld op de bijdragebon of de bijdragebons, die in verband staan met de vier kwartalen welke voorafgaan aan dat, waarin de ongeschiktheid tot werken zich voorgedaan heeft.

Het bedrag van deze in werkdagen geraamde vergoeding wordt eventueel verhoogd met een fictief loon, dat gelijk staat met de in de loop van deze periodes ondergane dagen van ziekte of onvrijwillige werkloosheid, alsmede met de door familie- of andere gebeurtenissen en bij reglement bepaalde dagen afwezigheid.

Onder bezoldiging dient verstaan de bezoldiging in speciën, eventueel verhoogd met de waarde van de door de werkgever aan de werknemer als bezoldiging toegekende voordelen in natura.

De voordelen in natura worden geschat overeenkomstig de schalen die zijn vastgesteld voor de afhoudingen op de bezoldiging in natura, als bijdrage aan de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid".

Artikel 32.-

Artikel 79 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 28 Maart 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 79.-

Worden met het oog op de toepassing van de bepalingen van dit besluit als werkdagen beschouwd al de dagen van het jaar, buiten de Zondagen en dagen waarop er krachtens het werkplaatsreglement of bij ontstentenis hiervan, krachtens de gebruiken, niet gewerkt wordt, zonder aanleiding te geven tot bezoldiging

Worden met werkdagen gelijkgesteld, de feestdagen waarvoor de verschuldigde krachtens wettelijkke of reglemen-

Artikel 33.-

Artikel 80 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen:

" Artikel 80.-

De ongeschiktheid tot werken, welke recht geeft op de toekenning van een vergoeding zowel voor de periode van primaire ongeschiktheid als voor de invaliditeitsperiode, is die welke, volgens de bij reglement bepaalde voorwaarden erkend wordt aan de verzekerde die slechts geschikt is om het derde of minder dan het derde te verdienen van wat een persoon van dezelfde stand en dezelfde vorming in dezelfde streek door zijn persoonlijke arbeid kan verdienen".

Artikel 34.-

Artikel 81 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 81.-

Onder voorbehoud van de in artikelen 86bis en 86ter bedoelde bepalingen en voor de ongeschiktheid tot werken zoals zij in artikel 80 van dit besluit bepaald wordt:

1) dient de vergoeding voor primaire ongeschiktheid tot werken toegekend aan elke verzekerde die, tijdens het kwartaal vóór dit tijdens hetwelk de ongeschiktheid een aanvang nam, aan een verzekeringsorganisme bijdragebons heeft afgegeven van een bij reglement vastgestelde minimumwaarde, werkloosheidsgetuigschriften of bijdragen van voortgezette verzekering.

Deze vergoeding is eveneens verschuldigd:

a) aan hem voor wie een periode van ongeschiktheid tot werken, welke reeds tot vergoeding aanleiding heeft gegeven voortduurt;
b) aan hem die bij de aanvang van de ongeschiktheid tot werken reeds een vergoeding of een reglementaire steun voor onvrijwillige werkloosheid genoot;
c) aan hem die in een periode van voortgezette verzekering is;

2) De Invaliditeitsvergoeding dient verleend aan de verzekerde, die het einde van de bij artikel 68 van dit besluit voorziene periode van primaire ongeschiktheid tot werken bereikt".

Artikel 35.-

Artikel 82 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 82.-

In afwijking van de bepalingen van artikel 81 van dit besluit wordt de loonarbeider, die sedert ten minste één maand vóór het in werking treden van dit besluit lid is van een mutualiteitsvereniging aangesloten bij een Landsbond van Verbonden van erkende mutualiteitsverenigingen en die zich in staat van ongeschiktheid tot werken of onvrijwillige werkloosheid bevindt, bij het in werking trede van dit besluit, niettemin als verzekerde aangezien, en zijn verzekeringsorganisme is er toe gehouden de bij dit besluit bepaalde vergoeding voor primaire ongeschiktheid tot werken van 1 April 1945 af toe te staan, indien hij op dat ogenblik werkelijk ongeschikt tot werken is.

Indien de loonarbeider reeds ten laste is van een mutualiteitskas voor invaliditeit, heeft hij recht op de bij dit besluit bepaalde invaliditeitsvergoeding van 1 April 1945 af, op voorwaarde dat hij als invalide wordt erkend, overeenkomstig de bepalingen van artikel 80 van dit besluit."

Artikel 36.-

In het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt een artikel ingelast, luidend als volgt:

"Artikel 86bis.-

De ten behoeve van de verzekerde en de leden van zijn gezin bij dit besluit bepaalde uitkeringen zijn ondergeschikt aan de volgende voorwaarden, welke in het begin van elke nieuwe verzekeringsperiode dienen vervuld:

1°) het bedrijfsleveren een loonarbeid verricht te hebben gedurende een periode van drie maand voor de ver-

Mogen evenwel in rekening komen voor de bepaling van deze periode, de dagen van beroepswerkloosheid voortvloeiende uit een arbeidsongeval of een beroepsziekte, alsmede de vergoede dagen van onvrijwillige werkloosheid

Het voor deze dag in aanmerking te nemen fictief loon wordt bij reglement vastgesteld.

Voor de zogenaamde "seizoenarbeiders" en voor de arbeiders die bij tussenpozen werken, worden de verschillende perioden van arbeid en de er mede gelijkgestelde perioden opgeteld, om de vervulling van de opgelegde wachttijd te bewijzen, ten einde de duur van deze wachttijd te bepalen en het aantal dagen van fictieve arbeid vast te stellen.

2°) Aan een verzekeringsorganisme voor de beoogde periodes bijdragebons van een bij reglement vastgestelde minimumwaarde, werkloosheidsattesten of bijdragen van voortgezette verzekering, overgemaakt te hebben.

De verzekerde, die gedurende een periode welke een jaar niet te boven gaat niet meer aangesloten is bij de maatschappelijke zekerheid der arbeiders nadat hij de bij voormeld 1° vastgestelde wachttijdsperiode vervuld heeft, heeft samen met zijn gezinsleden onmiddellijk recht op de gezondheidszorgen indien hij, gedurende de onderbreking van de aansluiting, voortdurend aangesloten was bij een mutualiteitsvereniging welke van een Landsbond van Verbonden van erkende mutualiteitsverenigingen afhing; het geval van iedere verzekerde die zich in deze toestand bevindt moet door de provinciale controlecentra onderzocht worden.

De verzekerde, die bij zijn aansluiting voor de maatschappelijke zekerheid der arbeiders zonder onderbreking sedert minstens twee jaar lid is van een mutualiteitsvereniging welke van een Landsbond van Verbonden van erkende mutualiteitsverenigingen afhangt, heeft onmiddellijk, samen met zijn gezinsleden, evenwel rekening gehouden met de bepalingen van artikel 60ter, recht op de gezondheidszorgen".

.../...

Artikel 37.-

In het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt een artikel ingelast luidend als volgt :

" Artikel 85ter.-

De bij dit ....aangesloten is.
(zonder wijziging)

Artikel 38.-

Artikel 92 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 28 Maart 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 92.-

De verzekerden, voor wie verzekeringsorganismen in de loop van het kalenderkwartaal bijdragebons of werkloosheidsattesten of bijdragen van voortgezette verzekering hebben ontvangen samen voor een bijdragewaarde beneden de bij reglement vastgestelde minima, hebben voor zichzelf en hun gezin slechts recht op de bij dit besluit voorziene prestaties binnen een bij reglement vastgestelde termijn, aan het verzekeringsorganisme een persoonlijke aanvullende bijdrage gestort wordt om het verschil te dekken.

De arbeiders, die in staking of in lock-out zijn, evenals de leden van hun gezin, behouden hun rechten op de uitkeringen van de verzekering en zij zijn er niet toe gehouden de betaling van de bij de vorige alinea beoogde persoonlijke bijdrage te verrichten, indien de totale waarde der door deze arbeiders tijdens het kalenderkwartaal teruggezonden bijdragebons en der werkloosheidsattesten en bijdragen van voortgezette verzekering, de bij reglement vastgestelde minima bereikt.

Indien de verzekerden ten gevolge van een staking of van een lock-out, niet in staat zijn voor een kalenderkwartaal een enkele bijdragebon aan het verzekeringsorganisme te zenden, zijn zij gemachtigd de bijdrage van voortgezette verzekering te betalen".

.../...

Artikel 41.-

Titel II van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945 wordt door een Hoofdstuk IV aangevuld.

" Hoofdstuk IV - Voortgezette verzekering.

Artikel 92 bis.-

Iedere verzekerde, die tijdelijk niet meer onder de wetgeving betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders valt of die achtereenvolgens of bij afwisseling beroepen uitoefent waarbij al dan niet de verplichting van verzekering wordt opgelegd, mag samen met zijn gezinsleden, de bij dit besluit voorziene uitkeringen blijven genieten zo hij aan zijn verzekeringsorganisme de bijdragen welke met de op een "bewijs van voortgezette verzekering" vermelde periode overeenstemmen, gestort heeft.

Het Nationaal Bestuurscomité bepaalt bij reglement de perioden van afwezigheid op het werk, welke aanleiding kunnen geven tot voortgezette verzekering, duidt voor elke toestand die er door aangenomen wordt, het organisme of de persoon aan die bevoegd is om het bewijs van voortgezette verzekering af te leveren, en stelt de termijn vast waarin dit document aan het verzekeringsorganisme dient toe te komen.

Het bepaalt tevens, per categorieën van verzekerden, het beloop der bijdragen van voortgezette verzekering naar verhouding van de gemiddelde kosten der prestaties.

Artikel 40.-

Artikel 97 van het besluit van de Regent van 21 Maart 1945, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 97.-

Elke klacht van een verzekerde tegen een verzekeringsorganisme wordt voorgelegd aan een plaatselijke verzoeningsraad, die samengesteld is uit één vertegenwoordiger van de verzekerde en niet één vertegenwoordiger van het verzekeringsorganisme. Wordt er geen akkoord bereikt dan mag de klager zijn geval voorleggen aan de commissie die bij een later besluit zullen opgericht worden.

Artikel 41.-

Artikel 42.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VANWEGE DE REGENT,

De Minister van Arbeid en
Sociale Voorzorg,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : V. DEVAUX, Conseiller d'Etat — président
de Heren : Raadsheer van State — voorzitter

[illegible] conseillers d'Etat
G. HOLOYE raadsheren van State

assesseurs de la section de législation
bijzitters van de afdeling wetgeving

J. [illegible] greffier adjoint, adjunct-griffier, — greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de [illegible], président du conseil d'Etat,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. [illegible], voorzitter van de Raad van State,

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,